GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – AMENDEMENT

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	21.11.2017			DFS
Annule et remplace				

Auteur(s) : Commission des finances		Lié à :(obligatoire) ad 17.025
Titre : Amendement au projet de loi sur le traitement de données à des fins de gestion administrative et financière au sein de l'État		
(Amendement initialement déposé par M. Marc-André Nardin)		
Contenu :		
Article 8, alinéa 1 ; alinéa 2 (nouveau), alinéa 3		
<p>¹Le service en charge des ressources humaines peut <u>récolter et traiter</u> les données mentionnées à l'article 5, alinéa 1, <u>dans la mesure</u> nécessaire à l'accomplissement de ses tâches <u>telles qu'elles découlent</u> de la loi sur le statut de la fonction publique (LSt), du 28 juin 1995, <u>et de sa réglementation d'exécution</u>.</p> <p>^{2(nouveau)}<u>Le service en charge des ressources humaines peut transmettre des données concernant le personnel de l'État aux autorités et fonctions suivantes, dans le seul but de leur permettre d'accomplir leurs tâches telles qu'elles découlent de la LSt et de sa réglementation d'exécution :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – <u>Conseil d'État ;</u> – <u>chefs et cheffes de département,</u> – <u>secrétaires généraux ;</u> – <u>chefs de service ou d'office ;</u> – <u>responsables d'unités administratives ;</u> – <u>cadres désignés par le Conseil d'État.</u> <p>L'alinéa 2 devient alinéa 3.</p>		
Motivation (facultatif) :		
Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) :		
Jean-Jacques Aubert, président de la commission		
Autres signataires (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :